



CCE de mars 2017

Rouspéter est une chose, agir c'est mieux !

C'est à une séance marathon de 2 jours à laquelle nous avons eu droit pour le mois de mars. Un ordre du jour fleuve dans un contexte de fin de négociations, il y avait là tous les ingrédients pour un CCE houleux et tendu.

C'est d'ailleurs par 4 déclarations liminaires (Celle de la CGT est en ligne !) que les travaux ont commencé, et à leurs écoutes les mécontentements étaient grands et les déceptions immenses. Il paraîtrait alors pour le moins incongru que le nouvel accord d'entreprise puisse recevoir les signatures que la direction espère...

Notre expérience dans le domaine nous fait malheureusement dire que derrière les postures, les déclarations parfois plus dures et sévères que celles de la CGT, les râleurs de la semaine 13 peuvent devenir les signataires de la semaine 14...

Maitrise de la sous-Traitance

Une fois encore, une présentation nous a été faite sur l'impérieuse nécessité pour DCNS de maîtriser le volume, la qualité, la réactivité, la capacité d'adaptation de notre sous-traitance.

Compte-tenu du nombre de fois où nous avons abordé ce thème, pour le moins, aurions-nous pu espérer une remise en question de ce qui s'est fait dans le domaine depuis des années. Cela n'a une fois de plus pas été le cas puisque la direction persiste et signe.

En effet, derrière un titre qui se veut rassurant "maitrise de la sous-traitance" se cache la volonté de rendre plus facile le recours à la sous-traitance. Allègement de cahiers des charges trop contraignants pour nos "partenaires", massification et regroupements multi-métiers, etc. Toutes ces mesures, décrites comme de saines intentions, vont une fois de plus accroître un niveau de sous-traitance qui est aujourd'hui devenu handicapant pour "notre" maitrise de "nos" programmes.

Pas de remise en cause de la politique Make or Buy (faire ou faire faire), pas d'augmentation des effectifs dans les métiers du contrôle-qualité des sous-traitants. En résumé, on répète les erreurs du passé.

Comme tous les, avis celui Cgt peut prêter à critique, reste qu'avec plus de 500 millions d'€ de sous-traitance interne et externe, chiffre auquel il faut rajouter le montant d'achats liés à des activités que nous avons volontairement abandonné, le montant global de sous-traitance avoisine celui de la masse salariale de notre entreprise (autour du milliard d'€ !).

Sur des métiers aussi pointus et exigeants que les nôtres, c'est du délire et ne peut que nous précipiter vers la disqualification industrielle.

Consultation sur les Orientations Stratégiques

Après un processus d'information de 9 mois, nous avons été consultés sur les Orientations Stratégiques de l'entreprise.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que dans ce laps de temps, chaque Organisation Syndicale a eu le temps d'affiner son analyse, de donner son avis, de faire des propositions. Le constat que nous pouvons faire, et il semble plutôt partagé, c'est que la direction n'a pas vraiment entendu les élus... En a-t-elle eu, à un quelconque moment l'intention ? NON !

Adossement de cette stratégie au Plan de Performance que nous combattons, objectifs purement financiers et recherche de profitabilité, absence du volet développement-accroissement des

compétences, choix du tout-export politiquement contestable et industriellement dangereux, absence du dossier STX, etc. La CGT a voté défavorablement à cette stratégie. L'UNSA n'a pas pris part au vote, la CFDT et la CGC ont voté un avis motivé neutre...

Présentation des comptes 2016

Nous l'avions déjà dit, les résultats financiers et la présentation des comptes d'une entreprise sont devenus des éléments de communication.

Il n'y a plus grand chose à comprendre aujourd'hui, dans des chiffres que les employeurs mani(pul)ent en fonction de leurs intérêts et de leurs objectifs.

Le gouffre financier de 2014 qui a servi d'argument à la mise en place d'un plan social l'année d'après en est une parfaite démonstration ! **Cette année, le message à passer est "on redresse la barre, mais des efforts restent à faire..."**, la direction a donc produit les chiffres (bénéficiaires mais pas trop...) qui correspondent à son message politique.

Recherche et développement

Ce sujet aura été l'occasion pour les élus de connaître les montants du CIR (Crédit d'Impôt Recherche) et du CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi). Ici, rien de compliqué, ce sont des sommes d'argent public qui sont versées par l'État afin de normalement favoriser la R&D et l'emploi. Avec plus de 20 millions d'€ cumulés, Il y avait portant moyen d'en faire des choses...

Une fois de plus, rien de "mesurable" sur l'emploi, DCNS comme beaucoup d'employeurs empochent les crédits publics sans se justifier ni prouver de leurs justes utilisations.

Réorganisation de l'Ingénierie de la Division Services

Sur ce dossier, les informations s'enchainent et la direction poursuit son chemin. La brutalité et l'urgence dans lesquels cette énième réorganisation est menée en dit long sur l'état d'esprit des responsables de cette division.

Il y a beaucoup d'inquiétudes quant aux pertes de compétences induites par de tels dispositifs, la direction a décidé d'y rester sourde. En son temps, la Cgt avait soutenu la demande d'une expertise faite par l'UNSA. Cela aurait au moins obligé la direction à argumenter et démontrer la pertinence de ses choix. Des groupes de travail ont été mis en place, et la direction les a détourné pour justifier sa politique. Quelle surprise....

Dans ce genre de situation, les Instances Représentatives des Personnels montrent vite leurs limites et la mobilisation est nécessaire pour changer la donne et aller dans le sens de l'intérêt des personnels et de l'entreprise.

Audit Qualité

Ce CCE s'est terminé sur une nouvelle présentation d'audits mis en place quant à la qualité. Véritable "serpent de mer", le sujet de la qualité fait partie de ceux qui sont régulièrement abordés dans les instances.

La présentation s'est voulue (comme les précédentes...) volontariste mais souffre toujours des mêmes manques. Pour la Cgt, pour fait un constat objectif de la situation, il faut admettre que la perte de qualité est un choix à DCNS. Déjà, elle a imposé un PSE qui a plombé nos effectifs transverses et surtout, nous empêche d'embaucher. C'était pourtant simple de ne pas le signer...

Les politiques industrielles amènent très souvent les équipes à faire le choix des coûts et des délais plutôt que celui de la qualité. Dans une entreprise comme la nôtre, c'est un désastre !

À quand des services "qualité" étoffés et totalement indépendants en terme de budgets, avec des prérogatives connues de tous et s'imposant à tous ? À quand une politique du genre "La qualité, c'est ma priorité" ? Le vrai courage serait là, mais sommes-nous tous prêts à en assumer les conséquences ?